



La communication économique et financière

de l'Association Éthique et Investissement

EXPLOITATION DES OUÏGHOURS : retour sur une conférence du RRSE

Le Regroupement pour la Responsabilité Sociale des Entreprises, un organisme chrétien et partenaire de E&I au Canada, a organisé le 29 avril une réunion sur les Ouïghours en vue de mieux cerner les enjeux de la mobilisation actuelle sur ce dossier.

Madame Anne-Sophie Pratte, PHD en histoire de la Chine et de l'Asie intérieure, a fait le lien entre la situation actuelle du peuple ouïghour et le processus historique des derniers siècles concernant l'impérialisme chinois. De 1644 à 1911, sous la dynastie Qing, le Xinjiang, terre des Ouïghours, a été utilisé comme base militaire dans les guerres entre la Chine et les Mongols. Depuis 1911, le Xinjiang, avec ses 12 millions d'Ouïghours et plusieurs autres minorités comme les Kazakhs, les Ouzbeks, les Tadjiks, les Mongols et les Hui, est toujours sous l'emprise de l'impérialisme chinois. L'appellation officielle de la région ouïghoure est 'La Région Autonome du Xinjiang' mais elle est mieux désignée sous l'appellation de 'Turkestan Oriental'. Le projet du PC Chinois de « mise au pas » des Ouïghours est motivé par des enjeux économiques : ressources naturelles abondantes et sécurisation des infrastructures nécessaires au développement des « nouvelles routes de la soie ».

Madame Zumretay Arkin, native d'Urumqi et actuellement à Munich Directrice de programme au Congrès Mondiale Ouïghour, ajoute que la situation des Ouïghours s'est détériorée depuis le règne du président chinois Xi Jinping. Même si l'accès à l'information est difficile, il est possible d'affirmer qu'un génocide est en cours. Le gouvernement chinois tente d'assimiler de force le peuple ouïghour avec des stérilisations forcées, des surveillances par caméras et des agents dénonciateurs du gouvernement. Le Parti Communiste Chinois associe l'Islam au radicalisme. 16.000 mosquées ont été détruites ou endommagées depuis 2017. La langue ouïgoure est interdite et remplacée par le mandarin.

Le travail forcé est pratiqué dans presque toutes les régions ouïghours et le gouvernement déplace également des travailleurs à l'extérieur de la région. Il y a une détention arbitraire d'environ 3 millions de personnes ouïgoures et d'autres peuples turcophones dans des camps de concentration (rééducation). Les détenu(e)s subissent la torture physique et mentale. Ils (elles) ont perdu le contact avec leurs familles et la diaspora est menacée par les autorités chinoises qui détiennent leurs proches.

En réponse à cette violence les pays occidentaux ont mis en place des sanctions. Ainsi, le RRSE, représentée ici par Sœur Jocelyne Morin, participe à des coalitions d'investisseurs, diffuse l'information sur le sort des Ouïghours et interpelle des politiciens et des entreprises occidentales travaillant avec les Ouïghours

Finalement, Arnaud Celka, directeur de la recherche chez Æquo, a rappelé l'existence des pratiques d'engagement actionnarial : un dialogue avec les entreprises visant à améliorer leurs pratiques environnementales, sociales et de gouvernance (ESG). Selon lui, la crise actuelle de ouïghours illustre bien la problématique plus large de la prise en considération des droits humains par les entreprises. Pour les multinationales, les chaînes approvisionnement sont difficiles à suivre. Les secteurs concernés sont assez étendus et les relations d'affaires avec des fournisseurs, partenaires ou clients liés à ces abus peuvent être très variées. Les demandes des investisseurs en matière de respect des droits humains visent principalement à ce que les compagnies mettent place un processus de diligence raisonnable : identification des risques et des mesures à prendre pour les limiter, s'agissant des ouïghours elles doivent s'aligner sur les demandes de la [*Coalition to End Uyghur Forced Labor*](#) : cartographie des chaînes d'approvisionnement, et désengagement des relations d'affaires en cas de lien avec des abus, puis diffusion des efforts demandés et des progrès réalisés.

Tom Malo, Regroupement pour la Responsabilité Sociale des Entreprises

Comité Ethique du fonds Nouvelles Stratégies 50 du 25 mai 2021

Secteur : services aux collectivités, eaux et déchets

L'eau, en particulier potable, est au cœur des objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU. Dans le monde, 2,1 milliards de personnes n'ont pas accès à une alimentation en eau sécurisée. D'ici à 2050 la demande mondiale en eau va augmenter de 55% et plus de 50% de la population vivra en situation de stress hydrique, alors que la ressource diminue en quantité et en qualité. Ce risque concerne aussi bien les populations que les entreprises. La dégradation de la qualité de l'eau de surface ou souterraine est due à la pollution organique (en particulier azote), aux intrusions salines, aux déversements de produits dangereux et aux micropolluants résultants de nos activités domestiques ou économiques. L'Union Européenne a initié depuis plusieurs années des actions d'amélioration et Joe Biden a prévu des sommes considérables à cet effet dans son « American Job Plan ».

Parallèlement la consommation de matières premières pourrait doubler de 2021 à 2060 atteignant 45 kg par jour et par personne, générant leur pénurie et une accumulation de déchets. Il est donc essentiel de repenser complètement notre fonctionnement en favorisant une économie « circulaire ». Les déchets ménagers, municipaux, industriels, dangereux sont traités suivant des processus distincts, qui emploient plus de 100.000 personnes en France et constituent un secteur en plein développement. Le grand défi est d'améliorer la collecte, le traitement, le recyclage et la valorisation (y compris énergétique), en évitant au maximum la création des déchets (plastiques ou non), leurs dépôts sauvages et leur exportation hors d'Europe.

Entreprises	Décision
Suez	Conserver
United Utilities Group	Conserver
Veolia Environnement	Conserver
Pennon Group	Ne pas intégrer
Severn Trent	Ne pas intégrer
Hera	Ne pas intégrer
A2A	Conserver
Acea	Ne pas intégrer

Nous avons étudié : United utilities, Severn Trent, Pennon, ACEA, Veolia, Suez, A2A et Hera.

Six de ces entreprises ont une note Vigeo supérieure ou égale à 50 et quatre d'entre elles ont plus de 60 (Suez, United utilities, Veolia et Hera). Il s'agit donc d'un secteur bien noté.

Nous avons conservé :

United utilities Forte amélioration depuis 2017. Mise en place d'indicateurs et de moyens pour la neutralité carbone en 2030. Peu de controverses.

Veolia Forte valeur entrepreneuriale, définition de sa raison d'être, engagement social et une bonne transparence. En raison de l'opération en cours, il faut cependant surveiller.

Suez Idem Veolia, à surveiller aussi..

A2A Plan d'investissement très intéressant pour la valeur entrepreneuriale. Bon engagement social.

Nous n'avons pas intégré :

Severn Trent Manque d'informations, d'indicateurs et de mesures. Controverses de pollution.

Pennon En restructuration. Attendre, même si amélioration depuis 2017. Des controverses de pollution et des accidents mortels..

ACEA Une grave controverse de corruption. Il faut donc attendre, même si la politique semble claire.

Hera Manque de transparence sur enjeux environnementaux et sociaux. Il faut donc attendre.